RAPPORT D'ACTIVITE PORTANT SUR L'ANNEE 2015
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DU VAL-D'OISE

Rapport établi conformément à l'article L.331-12 du Code de la consommation1

Préambule. La commission de surendettement des particuliers du Val-d'Oise est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 26 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts
Le nombre de dossiers déposés s'est élevé à 3 425, la commission enregistrant une diminution de 11,86% après une année 2014 en hausse de 2,42% (impact de la loi du 26 juillet 2013). On note une relative stabilité de la proportion des redépôts qui sont passés de 43,51% à 43,04% du nombre de dossiers déposés.

Recevabilité et orientation
Après une année 2014 en hausse, on constate une diminution du nombre de dossiers soumis pour examen de recevabilité -17,09 %, en relation avec la baisse des dépôts. Le nombre de dossiers déclarés irrecevables a été en diminution -8,09 % soit 284 dossiers contre 309 en 2014. Le nombre de mesures d'orientation vers la procédure de rétablissement personnel a enregistré une baisse de 20,88 % dans la même proportion du nombre de dossiers recevables. On note une nouvelle diminution marquée du nombre de plans conventionnels conclus (-39,74) alors que le nombre de mesures imposées et recommandées a augmenté de 15,92 %, ce qui s'explique par l’entrée en vigueur de la nouvelle loi bancaire.

Solutions amiables / mesures imposées ou recommandées / mesures d’effacement de dettes
Toutes phases confondues, le nombre de dossiers traités a été de nouveau en recul de 6,73% contre +2,48 % en 2014. Les plans conventionnels ont été de nouveau en baisse soit -39,74% contre -42,22% en 2014. Seulement 4% des dossiers présentant un prêt immobilier ou avec la présence d’un bien immobilier ont abouti en phase amiable. Les mesures imposées ont concerné 1718 dossiers contre 1088 en 2014 soit +36,95 % (23% des dossiers consistaient en une suspension d’exigibilité contre 28% en 2014).

Mesures pérennes et mesures provisoires
Comme en 2014, et dans le sens de la circulaire ministérielle 2014/43700, les orientations vers des mesures pérennes (PRP notamment) ont été privilégiées par la commission. Il faut noter que la proportion des dossiers présentant des dettes immobilières reste plus élevée dans le Val d’Oise (10,64% des dossiers) que dans la région (9,27%).

1 « Chaque commission de surendettement des particuliers établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présenté dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »
Relations de la commission et de son secrétariat avec les autres acteurs de la procédure et avec des organismes tiers

<table>
<thead>
<tr>
<th>Relations avec les parties prenantes de la procédure</th>
<th>Nombre de réunions</th>
<th>Objectif / Thème de la réunion</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tribunal ou greffe du tribunal</td>
<td>0</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX)</td>
<td>7</td>
<td>Prévention des expulsions</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL) | 8 réunions  
230 travailleurs sociaux |                                 |
| Rencontre avec l’UDCCAS dans le cadre de la convention nationale | 0                  |                                 |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d’aide aux personnes en difficulté financière | 0                  |                                 |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs… | 0                  |                                 |
| Autres actions de concertation, d’information ou de formations effectuées (éducation nationale…) | 21                 | Actions de sensibilisation à la gestion du budget (collège et CFA) |

Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion (CCAPEX) :

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d’expulsions des ménages surendettés.

Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :

8 stages pratiques organisés au sein du secrétariat ont été organisés au profit de 230 travailleurs sociaux.

2 (organisées ou participation)
Principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure

1) Les re-dépôts très fréquents juste après la mise en place des mesures (2-3 mois) pour dettes oubliées ou nouvelles dettes (de charge notamment)

2) De nombreuses dettes ajoutées en cours de procédure qui retardent le traitement des dossiers

3) La négociation pas suffisamment efficace dans le traitement des dossiers liée à :
   - La négociation des taux d'intérêt : contre-proposition excessive en matière de taux de la part de certains créanciers
   - Le traitement des assurances dans le cadre de la négociation des crédits
   - L’absence de réponse des créanciers conduisant à un échec de la phase amiable.

4) L’accompagnement et le suivi budgétaire des personnes surendettées (recommandation faite au juge ; suivi social...) qui reste encore trop limité :
   - l’accompagnement au moment d’un dépôt de dossier ;
   - l’accompagnement dans la mise en œuvre des mesures de surendettement ;

5) L’absence totale de coordination entre la procédure collective et la procédure de surendettement :
   - le traitement des dossiers déposés par :
     o les anciens professionnels indépendants ayant bénéficié ou non d’une liquidation judiciaire,
     o les débiteurs ayant une double activité salariée et indépendante, …
   - l’éligibilité des gérants de société de capitaux redevables d’une dette professionnelle (RSI, URSSAF…) en leur nom propre ;

6) La difficile coordination entre les dispositifs de logement et la procédure de surendettement :
   - le traitement d’un protocole de cohésion sociale que la CAF demande pour le rétablissement des droits APL ;

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- Le banquier teneur de compte n’isole pas toujours le découvert en début de procédure et clôture souvent le compte. Il limite les moyens de paiement de base de la clientèle fragile.
- Relations avec le teneur de compte
  o Difficultés rencontrées par les débiteurs avec les grands créanciers non bancaires (énergie, bailleurs…)
- Application des dispositions sur la clientèle fragile
- Clôture de compte après une mesure de surendettement, en particulier une PRP

- La mise en place de l'accompagnement social des débiteurs est souvent préconisée mais reste difficile, faute de moyens (information, temps, pas de pouvoir pour imposer) des travailleurs sociaux

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

Avec les créanciers
- Manque d'information dans le cas de créances cédées aux chargés de recouvrement.
- Changement des références (créances cédées ou gérées par d'autres services) qui posent des problèmes au moment des défichage anticipés.
- PRP non appliquées par certains bailleurs.
- Mains-levées sur saisies-attribution effectuées tardivement (en particulier certaines trésoreries).

Avec la juge
- A tendance à renvoyer les dossiers à la commission pour mise en place d'un moratoire quand les débiteurs sont jeunes et qu'il s'agit d'un 1er dépôt.

Avec les bailleurs
- Malgré les mesures élaborées par la commission, les débiteurs sont souvent expulsés quand une nouvelle dette apparaît.

Autres difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure :
- Difficultés croissantes avec la CAF pour rétablir l'Aide Personnalisée au Logement suite à la décision de recevabilité.
- Besoin d'une meilleure articulation entre la procédure de surendettement avec le dispositif FSL, en particulier dans le cadre d'une PRP.

Date : 2 février 2016

Présidente de la Commission

Anne SCHIRRER

Secrétaire de la Commission

Michel ORTIZ
Annexe n°1 du rapport d’activité
Données d'activité 2015

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dossiers déposés (en nombre)</th>
<th>Année 2015</th>
<th>Année 2014</th>
<th>Variation 2015 / 2014 (en %)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dont dossiers déposés avec bien immobilier (résidence principale)</td>
<td>3425</td>
<td>3886</td>
<td>-11,86</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont proportion de redépots (en % sur 9 mois)</td>
<td>320</td>
<td>43,04%</td>
<td>43,51%</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont proportion de redépots suite à une suspension d'exigibilité (en % sur 9 mois)</td>
<td>5,87%</td>
<td>9,03%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nb)</td>
<td>3217</td>
<td>3880</td>
<td>-17,09</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers recevables (y compris dossiers Jugés recevables)</td>
<td>2960</td>
<td>3610</td>
<td>-18,01</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dont dossiers recevables avec bien immobilier (résidence principale)</td>
<td>280</td>
<td>45,24%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Dont proportion de dossiers recevables avec une capacité de remboursement négative</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers irrecevables (A)</td>
<td>284</td>
<td>309</td>
<td>-8,09</td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions d’orientation des Commissions (en nb)</td>
<td>3048</td>
<td>3719</td>
<td>-18,04</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire</td>
<td>1023</td>
<td>1293</td>
<td>-20,88</td>
</tr>
<tr>
<td>- vers une procédure de réaménagement de dettes</td>
<td>2025</td>
<td>2426</td>
<td>-16,53</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures de rétablissement personnel (en nb) (B)</td>
<td>1075</td>
<td>1246</td>
<td>-13,72</td>
</tr>
<tr>
<td>- Recommandations d’effacement de dettes (PRP sans LJ)</td>
<td>1058</td>
<td>1216</td>
<td>-12,99</td>
</tr>
<tr>
<td>- Accords débiteurs sur les demandes d’ouverture d’une PRP avec LJ</td>
<td>17</td>
<td>30</td>
<td>-43,33</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures de réaménagement des dettes (en nb) (C)</td>
<td>2085</td>
<td>2091</td>
<td>-0,29</td>
</tr>
<tr>
<td>- Plans conventionnels conclus</td>
<td>367</td>
<td>609</td>
<td>-39,74</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont plans conventionnels conclus réglant l’intégralité de l’endettement (2014 est sur 9 mois d’avril à décembre)</td>
<td>297</td>
<td>325</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d’un bien immobilier</td>
<td>37</td>
<td>26</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures imposées ou recommandées (avec MIRI)</td>
<td>1718</td>
<td>1482</td>
<td>15,92</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont mesures imposées ou recommandées immédiates élaborées</td>
<td>1100</td>
<td>779</td>
<td>41,21</td>
</tr>
<tr>
<td>- dont mesures imposées ou recommandées consistant en une suspension d’exigibilité</td>
<td>394</td>
<td>422</td>
<td>-6,64</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers clôturés toutes phases (en nb) (D)</td>
<td>474</td>
<td>565</td>
<td>-16,11</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres sorties (E)</td>
<td>32</td>
<td>24</td>
<td>33,33</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossiers traités par les Commissions (en nb) (A+B+C+D+E)</td>
<td>3950</td>
<td>4235</td>
<td>-6,73</td>
</tr>
<tr>
<td>Renvoi des dossiers par les juges aux commissions (en nb)</td>
<td>5</td>
<td>30</td>
<td>-83,33</td>
</tr>
<tr>
<td>Recommandations homologuées par les juges (en nb)</td>
<td>1990</td>
<td>1379</td>
<td>44,31</td>
</tr>
</tbody>
</table>

3 Val-d’Oise
### Structure de décision de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th>Part des dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables (en % des dossiers traités)</th>
<th>Données commission</th>
<th>Données région</th>
<th>Données nationales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>13,90%</td>
<td>14,29%</td>
<td>11,49%</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Part des dossiers orientés en PRP avec liquidation judiciaire ou ayant fait l’objet d’une recommandation de RP sans liquidation judiciaire (en % des dossiers traités) | 27,54% | 27,95% | 31,60% |

| Part des plans conventionnels (en % des dossiers traités) | 9,29% | 8,63% | 11,38% |

| Part des mesures imposées ou recommandées (hors MIRI) (en% des dossiers traités) | 15,65% | 15,71% | 12,53% |

| Part des mesures imposées ou recommandées immédiates (MIRI) (en % des dossiers traités) | 27,85% | 28,31% | 28,71% |

| Part des sorties diverses (en % des dossiers traités) | 5,77% | 5,11% | 4,29% |

| Taux de solutions pérennes | 85,32% | 83,77% | 76,85% |
### Annexe 2 du rapport d’activité
**Typologie de l’endettement**

#### Année 2015 – Données de la région Île-de-France

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dettes financières</th>
<th>Encours des dettes (en milliers d’€)</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global (en%)</th>
<th>Endettement moyen (en €)</th>
<th>Dossiers concernés (en %)</th>
<th>Nombre moyen de dettes (en unité)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>890 630,20</td>
<td>24 507</td>
<td>127 825</td>
<td>76,46%</td>
<td>36 341,87</td>
<td>92,63%</td>
<td>5,22</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc dettes financières immobilières</td>
<td>328 729,93</td>
<td>2 452</td>
<td>4 681</td>
<td>28,22%</td>
<td>134 066,04</td>
<td>9,77%</td>
<td>1,91</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc dettes financières consommation</td>
<td>539 830,60</td>
<td>23 191</td>
<td>105 955</td>
<td>46,34%</td>
<td>23 277,59</td>
<td>87,66%</td>
<td>4,57</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc autres dettes financières</td>
<td>22 069,68</td>
<td>13 579</td>
<td>17 189</td>
<td>1,89%</td>
<td>1 625,28</td>
<td>51,33%</td>
<td>1,27</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Dettes de charges courantes | 172 903,27 | 21 929 | 74 969 | 14,84% | 7 884,69 | 82,89% | 3,42 |

| Autres dettes | 101 353,18 | 12 987 | 26 020 | 8,70% | 7 804,20 | 49,09% | 2,00 |

| Endettement global | 1 164 886,66 | 26 456 | 228 814 | 100% | 44 031,10 | 100% | 8,65 |

#### Année 2015 – Données de la commission du Val-d’Oise

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dettes financières</th>
<th>Encours des dettes (en milliers d’€)</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global (en%)</th>
<th>Endettement moyen (en €)</th>
<th>Dossiers concernés (en %)</th>
<th>Nombre moyen de dettes (en unité)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>98 529,01</td>
<td>2 713</td>
<td>13 785</td>
<td>76,81%</td>
<td>36 317,37</td>
<td>91,66%</td>
<td>5,08</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc dettes financières immobilières</td>
<td>41 871,99</td>
<td>315</td>
<td>563</td>
<td>32,64%</td>
<td>132 926,97</td>
<td>10,64%</td>
<td>1,79</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc dettes financières consommation</td>
<td>54 657,37</td>
<td>2 573</td>
<td>11 414</td>
<td>42,61%</td>
<td>21 242,66</td>
<td>86,93%</td>
<td>4,44</td>
</tr>
<tr>
<td>Donc autres dettes financières</td>
<td>1 999,65</td>
<td>1 448</td>
<td>1 808</td>
<td>1,56%</td>
<td>1 380,97</td>
<td>48,92%</td>
<td>1,25</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Dettes de charges courantes | 17 645,38 | 2 533 | 8 796 | 13,76% | 6 966,20 | 85,57% | 3,47 |

| Autres dettes | 12 108,81 | 1 645 | 3 484 | 9,44% | 7 360,98 | 55,57% | 2,12 |

| Endettement global | 128 283,20 | 2 960 | 26 065 | 100,00% | 43 338,92 | 100,00% | 8,21 |